

Le 5 mai 2010

Les défaillances marquent un palier au début de l'année 2010

- Fin février 2010, le nombre de défaillances cumulées sur douze mois s'élève à 63 309 unités légales, après 63 414 fin janvier 2010 ; la progression sur un an se replie pour le sixième mois consécutif, à 10,6 % (données brutes ; cf. graphique 1 et tableau).
- D'après les données encore incomplètes à fin mars 2010, le cumul sur douze mois progresse à cette date de 6,9 % ; comme on le constate depuis plusieurs mois, l'écart par rapport au rythme de février suggère que les données plus complètes, qui seront publiées le mois prochain, devraient indiquer un nouveau ralentissement.
- Quatre secteurs expliquent en février près des trois quarts de l'augmentation globale du nombre de défaillances sur douze mois : la construction contribue à elle seule à 36 %, suivie par le commerce, les services et l'industrie.

En données cvs-cjo, les défaillances retrouvent une orientation à la baisse

- En données mensuelles cvs-cjo, le nombre de défaillances recommence à diminuer en février, entraîné par les services (cf. graphiques 2 et 3).
- Cumulé sur trois derniers mois, il varie peu.

Le ralentissement concerne surtout les plus grosses PME

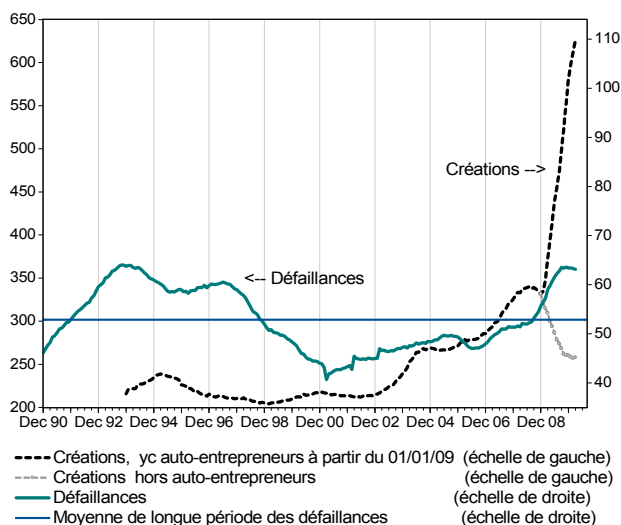
- En février 2010, pour les PME hors micro-entreprises, le taux de progression demeure élevé, mais il se replie plus nettement que pour l'ensemble des entreprises (de 7 points contre près de 2 points pour l'ensemble des entreprises) (cf. tableau).

Défaillances d'entreprises

février 2010 (données définitives) / mars 2010 (données provisoires)

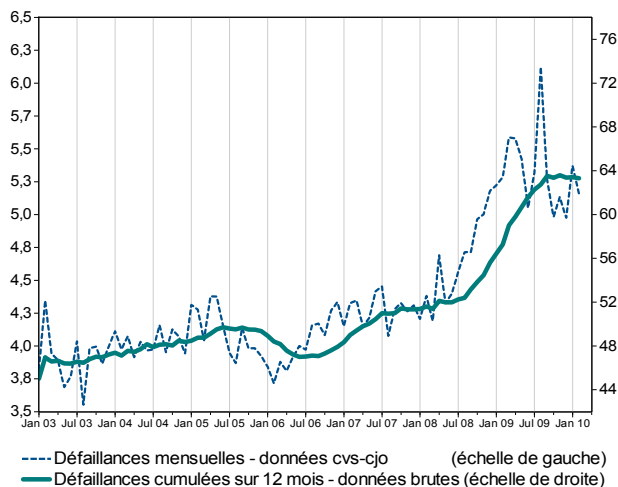
1 – Défaillances et créations

Milliers d'unités légales – données brutes
Cumul 12 derniers mois – déc. 90 à févr. 10 – mars 10 provisoire



2 – Défaillances

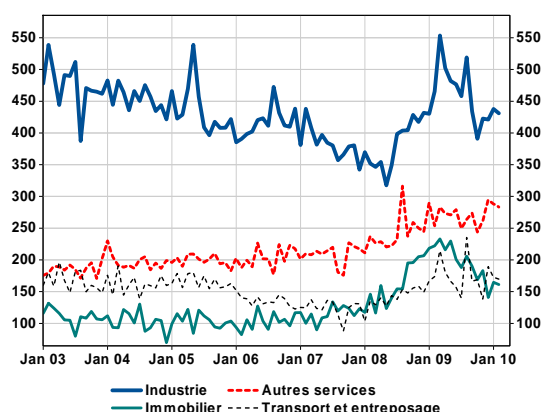
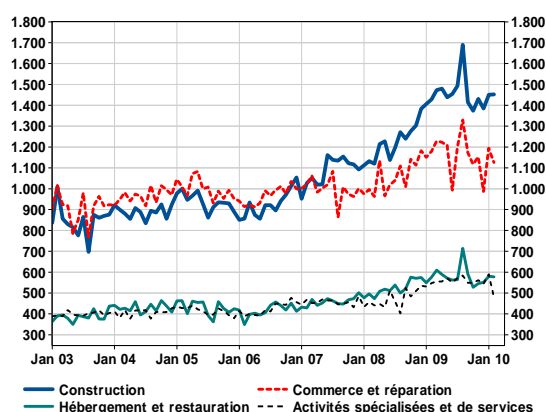
Milliers d'unités légales – janv. 03 à févr. 10



* Méthodologie disponible à l'adresse <http://www.banque-france.fr/fr/statistiques/telechar/economie/entreprises/defaillance-methodo.pdf>

3 – Défaillances mensuelles par secteur (données cvs-cjo)

Unités légales – données cvs-cjo – janv. 03 à févr. 10



Source : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises et Service central des risques / INSEE pour les créations d'entreprises
mise à jour le 4 mai 2010

Défaillances d'entreprises (identifiées au niveau des unités légales)

Secteur d'activité ^c	Cumul 12 derniers mois (données brutes) nombre et glissement annuel en % ^a					Glissement 3 mois cvs-cjo ^b	Données mensuelles cvs-cjo		
	Févr. 09	Févr. 10	Févr. 10 /Févr. 09	Mars. 10 prov.	Mars 10 / Mars 09		Févr. 10	Déc. 09	Janv. 10
Agriculture, sylviculture et pêche (AZ)	1 270	1 372	8,0 %	1 329	0,6 %	5,4 %	108	122	116
Industrie (BE)	4 769	5 459	14,5 %	5 369	7,6 %	3,4 %	421	438	431
Construction (FZ)	15 171	17 334	14,3 %	17 393	11,4 %	1,6 %	1 385	1 451	1 452
Commerce et réparation auto (G)	12 965	13 799	6,4 %	13 816	3,8 %	-3,9 %	987	1 194	1 126
Transport et entreposage (H)	1 780	2 052	15,3 %	2 051	9,5 %	12,2 %	189	172	170
Hébergement et restauration (I)	6 433	6 894	7,2 %	6 894	4,3 %	2,8 %	551	580	578
Information et communication (JZ)	1 473	1 717	16,6 %	1 699	12,8 %	6,0 %	151	133	160
Activités financières et d'assurance (KZ)	941	1 112	18,2 %	1 091	11,2 %	-0,8 %	90	98	77
Activités immobilières (LZ)	2 126	2 249	5,8 %	2 228	-1,0 %	-13,8 %	141	165	161
Activités spéc. et de services (MN)	5 887	6 641	12,8 %	6 620	9,6 %	-2,8 %	544	590	480
Adm. pub., enseign., santé, act. sociale (OQ)	1 370	1 299	-5,2 %	1 281	-6,2 %	7,6 %	103	106	117
Autres services (RU)	2 934	3 267	11,3 %	3 232	7,5 %	11,1 %	295	288	283
Taille									
PME	53 127	59 071	11,2 %	58 957	7,7 %	1,6 %	4 724	5 027	4 910
dont micro-entr. et taille inconnue	49 870	54 868	10,0 %	54 789	6,8 %	2,2 %	4 377	4 735	4 586
dont PE et ME	3 257	4 203	29,0 %	4 168	20,5 %	-1,3 %	346	341	324
ETI et GE	48	75	56,3%	72	41,2 %				
Holdings et Adm. d'entreprises	685	891	30,1 %	865	18,5%				
Activités financières et d'assurance hors holdings	319	334	4,7 %	333	3,7 %				
Activités immo. (LZ) + promotion immo.	2 338	2 667	14,1 %	2 659	7,6 %				
Non ventilées car doublons^d	738	271		229					
Ensemble	57 255	63 309	10,6 %	63 115	6,9 %	0,8 %	4 975	5 370	5 160

Source : Banque de France – Base Fiben. Données disponibles début mai 2010 ; données sur janvier provisoires car encore incomplètes ; en janvier 2010, une révision méthodologique a introduit une modification des données sur l'ensemble de la période.

Calculs : Banque de France – DE – Observatoire des entreprises.

Définition : Les unités légales défaillantes au cours d'une année civile N (en ouverture de procédure judiciaire) sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les statistiques sont établies **en date de jugement**. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois, soit ici février 2010. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.

a Cumul des douze derniers mois comparés aux mêmes mois un an auparavant.

b Cumul des trois derniers mois comparés aux trois mois précédents.

c Les codes sectoriels sur deux caractères correspondent au niveau d'agrégation A10 ; ceux sur un caractère aux sections de la NAF rév. 2 (A21). La ligne « Ensemble » comprend aussi des unités légales dont le secteur d'activité n'est pas connu.

d Pour la ventilation par secteur, une ouverture de procédure faisant suite à un redressement judiciaire est comptabilisée comme défaillance si entre les deux jugements est intervenu un plan de continuation ou un plan de cession clôturant la procédure de redressement. En revanche, pour la ventilation par taille, en cas de procédure multiple sur la période de calcul (les 24 derniers mois), seule la plus récente est retenue (la liquidation).